

Note conceptuelle:

Conférence sur la Gouvernance de l'Eau dans la région MENA et dans la région méditerranéenne plus élargie

Renforcer l'intégrité et le financement de la sécurité en eau et du développement durable

12-14 Décembre 2017 Barcelone, Espagne

Organisé sous les auspices de l'Union pour la Méditerranée, par:

Le projet Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée, mis en œuvre par
GWP-Med et l'OCDE, et

Le Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA,
mis en œuvre par
la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI, GWP-Med et IUCN-ROWA

Introduction

L'eau est fondamentale pour le développement durable ayant un rôle crucial dans le bien-être humain, la croissance socio-économique et la santé de l'environnement et des écosystèmes. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) et la région méditerranéenne plus large sont confrontés à de sérieux défis liés à l'eau qui s'opposent à la trajectoire de développement. En plus de la pénurie d'eau, se traduisant dans certains cas en stress hydrique aigu, les changements démographiques explosifs, le chômage, la pauvreté, l'évolution des modes de consommation y compris l'augmentation des besoins en eau et en nourriture, l'urbanisation, les besoins énergétiques croissants, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques et les disparités entre les sexes figurent parmi les conditions qui aggravent encore plus la situation déjà complexe et difficile. De plus, une partie de la région est actuellement confrontée à une

crise économique persistante, à une instabilité socio-politique, à des conflits et à des mouvements migratoires à grande échelle, souvent dans des conditions dramatiques. La grande majorité de ces conditions ont un impact direct sur la disponibilité et la qualité des ressources en eau pour les personnes et la nature en Méditerranée, avec des coûts associés élevés et croissants pour les vies humaines et les moyens de subsistance en général et en termes monétaires. Tout en reconnaissant le besoin pressant d'action et de coopération à tous les niveaux, on reconnaît également que la gouvernance est au cœur de la situation de l'eau et elle est essentielle pour surmonter les défis connexes et atteindre la sécurité en eau. Ces défis nécessitent d'importants investissements dans le secteur de l'eau et les secteurs connexes. Le financement public est limité et la mobilisation du financement avec une participation active du secteur bancaire peut être cruciale. Cette mobilisation nécessite l'utilisation d'un langage commun pour une bonne compréhension et une facilitation de la mise en œuvre des projets prévus. Un meilleur alignement entre la gouvernance de l'eau et les exigences d'un financement durable est nécessaire.

La plupart des pays de la région MENA et des pays de la Méditerranée plus élargie ont élaboré des lois et des politiques générales relatives à l'eau ayant des points communs en termes de caractéristiques et d'objectifs comme la décentralisation, le rôle accru du secteur privé, la planification de la gestion à l'échelle du bassin, une meilleure coordination de la prise de décision horizontale et verticale et la participation multipartite. Bien que la plupart des politiques et des cadres connexes semblent solides sur papier, leur mise en œuvre effective continue d'être à la traîne et de faire face à de sérieuses contraintes et obstacles.

Dans le respect du droit humain à l'eau et à l'assainissement¹, aux dispositions des Objectifs de Développement Durable (ODDs)² et de l'Accord de Paris³, la vision générale de la bonne gouvernance de l'eau est d'assurer un accès équitable et durable à l'eau avec des outils appropriés pour limiter la corruption, la cupidité, la malhonnêteté et les fautes professionnelles volontaires (WGF, 2009). Pour parvenir à une gouvernance plus efficace de l'eau, il est nécessaire de créer un environnement favorable, ce qui facilite les initiatives du secteur privé et public qui s'inscrivent dans le cadre social, économique et culturel de la société (Jacobson et al., 2013). La gouvernance de l'eau est perçue comme compétente lorsqu'elle est ouverte et transparente, inclusive et communicative, cohérente et intégrative, équitable et éthique, responsable, efficace, réactive et durable⁴. La bonne gouvernance signifie honorer le contrat social entre les dirigeants et les citoyens, la gestion des ressources en eau et la fourniture des services de l'eau au coût le plus bas de manière équitable, en définissant l'environnement qui permet le développement et le financement durable du secteur de l'eau.

Dans la région MENA et méditerranéenne, malgré l'allocation importante de fonds publics et le flux d'aide, les pays luttent pour répondre aux exigences financières que comportent les stratégies et les plans liés à l'eau. L'absence d'un cadre de gouvernance solide compromet la durabilité de la qualité et de la viabilité financière du secteur de l'eau et de l'assainissement. La mauvaise gestion, le faible financement et le

1

http://www.un.org/es/comun/docs/index.asp?symbol=A/RES/64/292&referer=http://www.un.org/waterforlifedecade/human_right_to_water.shtml&Lang=E

² <https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs>

³ http://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/english_paris_agreement.pdf

⁴ <http://www.gwp.org/globalassets/global/toolbox/publications/background-papers/07-effective-water-governance-2003-english.pdf>

manque de capacité d'absorption aux niveaux national et local entravent la mobilisation efficace de ressources managériales et financières supplémentaires, en particulier du secteur privé.

En même temps, les troubles politiques dans la région méditerranéenne ont amplifié le besoin de réformes sociopolitiques. Il existe une demande claire pour une fourniture plus efficace des services de l'eau; une participation plus large des parties prenantes; des processus de planification et de mise en œuvre plus décentralisés et une prise de décision plus transparente et plus responsable.

Afin de contribuer de manière tangible à relever les défis liés à la gouvernance et au financement de l'eau ainsi qu'à l'intégrité de l'eau dans la région MENA, deux Projets régionaux pertinents soutenus par L'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement (SIDA) et labélisés par l'Union pour la Méditerranée (UpM) ont été mis en œuvre durant ces dernières années et s'achèvent en 2017:

- ❖ *“Gouvernance & Financement du Secteur de l’Eau en Méditerranée”* mis en œuvre par le GWP-Med et l’OECD, et
- ❖ *Le « Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité de l'Eau dans la Région MENA »* mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l’Eau du PNUD au SIWI.

En outre, le Projet régional financé par l'UE «Mécanisme de Soutien du Programme sur la Gestion Intégrée et Durable de l’eau et le Mécanisme de Soutien à l’Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)», qui s’étend jusqu’en 2019, est la continuité et la fusion de deux Projets précédents réussis financés par l'UE, Horizon 2020 Renforcement des Capacités/ Programme de l'Environnement Méditerranéen (H2020 CB/MEP) (2009-2014) et le Mécanisme de Soutien à la Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM- SM) (2010-2015). Dans le cadre de tous ces projets, une série d'activités ont été et sont consacrées à la gouvernance environnementale avec une large participation, y compris la gouvernance de l'eau et les questions financières, ainsi que les moyens pour encourager davantage la participation active du secteur bancaire dans le financement des projets liés à l’eau à différentes échelles.

Dans le but de capitaliser sur le travail mené, les résultats et les conclusions, la Conférence Régionale sera organisée par les Programmes susmentionnés (les détails sur les Programmes sont disponibles en annexe). Il existe une valeur ajoutée importante dans cet effort conjoint visant à aborder la gouvernance et le financement ensemble avec l'intégrité et la gouvernance de l'eau étant le dénominateur commun. Des défis importants existent encore dans la région en ce qui concerne la gouvernance et le financement des Projets dans le secteur de l'eau, tout en favorisant l'intégrité de l'eau et la lutte contre la corruption. Tous les Projets ont contribué à inciter les institutions et les parties prenantes à respecter les principes de la gouvernance à savoir la transparence, la redevabilité et la participation tout en créant un terrain fertile pour les investissements.

Contexte de la Conférence

En plus de ce qui précède, la raison de l’organisation de cette conférence découle du fait que les Dialogues sur les Politiques Régionales et le partage des expériences entre les différents pays méditerranéens et de la région MENA est essentiel pour créer des synergies entre les initiatives et les projets des pays ainsi que

pour soutenir les thèmes transversaux dans le domaine de la gouvernance et du financement de l'eau. Bien que chaque pays réponde aux défis de l'eau par différentes approches au niveau national pour répondre à la demande croissante avec des ressources décroissantes, la coopération au niveaux du bassin, sous régional, régional et mondial ajoute une plus grande efficacité aux politiques nationales et contribue à des approches plus coordonnées améliorant également les liens avec d'autres secteurs. En conséquence, la Conférence aborde des questions et des liens clés en partageant des cas concrets et opérationnels, des pratiques exemplaires et des expériences d'apprentissage réussies (et moins réussies).

Les différents thèmes abordés dans les sessions de la Conférence reflètent les différents angles à partir desquels les acteurs de la Méditerranée et de la région MENA, de l'intérieur et de l'extérieur du secteur de l'eau et des secteurs liés à l'eau, peuvent renforcer l'application de leur mandat et contribuer à la sécurité en l'eau et au développement durable de la région. Les différents thèmes fourniront aux participants des outils pour une utilisation plus efficace des ressources financières existantes et pour explorer des mécanismes de financement innovants et émergents notamment par un engagement plus complet et plus efficace du secteur bancaire et du secteur privé plus large. Créer un environnement plus propice à la coopération en matière d'investissement et de développement pour améliorer le rendement des investissements dans le secteur de l'eau et gagner la confiance des financiers de l'eau et des citoyens nécessite d'investir dans une gouvernance transparente et responsable de l'eau et d'améliorer les niveaux d'intégrité. Essentiellement, il est nécessaire que chaque partie prenante (du public, du privé, de la société civile ou d'un autre domaine) joue son rôle de manière responsable dans un cadre d'actions collectif global favorisant des changements positifs durables et viables.

Participants ciblés

La Conférence régionale est pertinente pour des représentants:

- des autorités gouvernementales combinant l'expert (eau et questions liées à l'eau) ainsi que les pistes de financement / planification;
- des services d'approvisionnement en eau et d'eaux usées ;
- des organisations et des autorités de gestion des ressources en eau ;
- du secteur privé s'intéressant aux PPPs dans le secteur de l'eau ;
- du secteur du financement intéressé à investir dans des activités vertes;
- d'Organisations Régionales et Nationales, y compris les Organisations de la Société Civile, les Universités et les Médias ;
- des Institutions et Organisations Internationales et Régionales; et
- des institutions donatrices et financières actives dans les problématiques de l'eau dans la région MENA et de la Méditerranée.

Objectifs

Les programmes rassembleront, pendant 3 jours, des acteurs concernés des secteurs liés à l'eau au niveau de la Méditerranée y compris les autorités publiques, la société civile et le secteur privé dans l'objectif global de:

- partager et diffuser davantage la bonne gouvernance et les expériences de financement, les idées, les outils, les leçons apprises et les meilleures pratiques,
- contribuer au développement de l'agenda de l'eau de l'UpM, en particulier de la composante gouvernance,
- plaider pour les leaders politiques pour continuer et améliorer l'appui à l'application des pratiques de bonne gouvernance., et
- fournir des éléments clés pour une bonne compréhension, définition et mise en œuvre du financement vert et de la bancabilité

Les objectifs spécifiques de la Conférence sur «La gouvernance et le Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée» sont les suivants:

- Présenter et diffuser les résultats des Dialogues sur la Politique de l'eau menés et achevés en Jordanie, en Tunisie, en Palestine et au Liban.
- Partager des expériences et des idées sur les mécanismes de financement durable pour l'infrastructure de l'eau et identifier les moyens de promouvoir l'action aux niveaux politique et de mise en œuvre notamment à travers une plateforme régionale parmi les acteurs publics, privés et la société civile.
- Explorer les synergies (existantes et à venir) avec des initiatives et des projets connexes, ainsi que le rôle des thèmes transversaux (par exemple genre, intégrité, droits, etc.) dans la gouvernance de l'eau et le financement.

Les objectifs spécifiques de la Conférence concernant le «Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA» sont les suivants:

- Partager les connaissances sur les outils, les processus, les stratégies et les leçons apprises ainsi que sur les défis et les opportunités lors de la mise en œuvre des plans d'action pour l'intégrité de l'eau.
- Évaluer les lacunes dans les politiques afin de développer une voie à suivre pour les politiques d'intégrité qui améliorent la gouvernance de l'eau.
- Obtenir un soutien pour l'intégrité de l'eau dans le milieu politique régional.

Les objectifs spécifiques de la Conférence concernant le "Mécanisme de Soutien SWIM-Horizon2020" sont les suivants:

- Présentez les résultats des activités de renforcement des capacités et des synergies stratégiques réalisées avec les deux autres Projets dans la préparation des produits du savoir et la réalisation des Dialogues nationaux et régionaux sur la Gouvernance et le Financement des Projets de l'eau, la participation du secteur privé et le rôle des banques dans les investissements pertinents.
- Améliorer la capacité des pays partenaires à promouvoir des opportunités d'investissement durable dans le secteur de l'eau.

Dans l'ensemble, cette conférence régionale vise à contribuer à l'élaboration et à l'application de politiques et de stratégies de bonne gouvernance dans la région, y compris, en particulier, des feuilles de route pour les stratégies d'investissement dans le secteur de l'eau et des plans de gestion de l'intégrité de l'eau.

Résultats

Afin d'obtenir les résultats décrits ci-dessus, la Conférence poursuivra les conclusions suivantes:

1. Présentation et diffusion des résultats des Dialogues sur la Politique de l'Eau menés et achevés en Jordanie, en Tunisie, en Palestine et au Liban.
2. Partage des connaissances et des expériences entre les participants, les représentants des institutions et des pays dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de financement de l'eau et des plans de renforcement de l'intégrité de l'eau.
3. Bilan des réussites, des défis et des goulets d'étranglement dans le financement des investissements dans le secteur de l'eau et dans les développements de la gouvernance de l'eau.
4. Reconnaissance parmi les décideurs politiques de la nécessité de renforcer l'intégrité dans la gouvernance de l'eau dans la région MENA.
5. Aperçu des options de financement des investissements dans le secteur de l'eau et du rôle du secteur privé (axé sur les banques).

Outputs

La Conférence devrait produire les résultats suivants:

1. Déclaration de la conférence: en tant que levier politique, une déclaration est transmise aux gouvernements nationaux et aux processus politiques régionaux, y compris l'Union pour la Méditerranée et la Ligue des États Arabes. La déclaration devrait reconnaître la nécessité d'une bonne gouvernance et d'une politique d'intégrité pour améliorer la gouvernance de l'eau dans la région MENA, tant au niveau régional qu'au niveau des pays et fournir des recommandations politiques pour la prise de décisions régionale et nationale.
La déclaration devrait également reconnaître le besoin de renforcement des capacités pour améliorer la gouvernance de l'eau dans la région, en particulier la capacité de débloquer les goulets d'étranglement financiers.
2. Déroulement des expériences et des réflexions présentées: Il s'agit d'un rapport de la Conférence qui comprend les produits de connaissances pour les participants et les rapports sur les discussions qui se sont déroulées au cours des différentes sessions.
3. Orientations stratégiques rapportées pour le financement durable de l'Agenda de l'eau dans la région MENA / Méditerranée: comme base pour le développement des actions de suivi aux

niveaux national et régional et en harmonie avec l'Agenda de l'eau de l'UpM et sa stratégie financière connexe.

4. Orientations stratégiques rapportées pour un développement de l'intégrité de l'eau dans la région MENA pour le suivi de la conférence: comme base de l'élaboration des plans de suivi, la Conférence devrait permettre d'identifier les objectifs, les opportunités et les objectifs stratégiques spécifiques de l'intégrité de l'eau.
5. Orientations stratégiques rapportées pour renforcer davantage, régler les activités pertinentes prévues et éventuellement de nouvelles activités dans le cadre du projet SWIM-H2020 SM, améliorer les synergies et assurer un suivi complet.

ANNEX – Les Partenaires de la Conférence

Le Projet Régional Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée,

mis en œuvre par le GWP-Med et l'OCDE

Le projet régional de quatre ans (2013-2017) mis en œuvre conjointement par le GWP-Med et l'OCDE vise à diagnostiquer les principaux goulets d'étranglement de la gouvernance pour mobiliser le financement par le biais des PPPs pour le secteur de l'eau en Méditerranée et soutenir le développement de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

La labellisation officielle du projet par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2012 grâce à son approbation par ses 43 membres, a démontré un large soutien politique et une reconnaissance claire du potentiel du Projet pour apporter des avantages concrets pour les citoyens et l'environnement de la Méditerranée et contribuer à la stabilité régionale.

Au niveau national, les Dialogues sur les Politiques de l'Eau ont été achevés en Jordanie (2013-2014), en Tunisie (2013-2014), en Palestine (2014-2015) et au Liban (2017). L'élaboration de rapports nationaux sur les défis de la gouvernance à la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau représente un résultat tangible de ces Dialogues Politiques multipartites. Ces rapports comprennent une analyse diagnostique des principaux goulets d'étranglement de la gouvernance à la participation du secteur privé (PSP) dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que des recommandations concrètes en matière de politiques et un plan d'action consensuel pour les surmonter. Les Dialogues des Politiques ont été développés grâce à un jeu interactif de travaux techniques solides et à des ateliers de consultation multipartite qui ont alimenté et élaboré le travail d'analyse.

Au niveau régional, les événements réguliers à travers la Méditerranée constituaient une plateforme pour l'échange d'expériences et de connaissances tout en montrant les résultats des travaux d'analyse menés au niveau national. La 1^{ère} Conférence Régionale (Athènes, 28-30 octobre 2014) a rassemblé plus de 110 représentants méditerranéens et a examiné les résultats des travaux en Jordanie et en Tunisie. La 2^{ème} Conférence Régionale a renforcé la plateforme régionale informelle parmi les décideurs, les acteurs du secteur privé et les représentants de la société civile et a également contribué à la compilation d'un recueil de bonnes pratiques reproductibles, pertinent pour le contexte MENA.

Toutes les informations et les documents d'accompagnement relatifs aux composantes nationales et régionales du projet sont disponibles sur le site suivant <http://www.gwp.org/governanceandfinancing>

Le Programme Régional de Renforcement des Capacités sur l'intégrité de l'eau dans la région MENA

mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI, GWP-Med et IUCN-ROWA

À compter de 2014, le Programme de Renforcement des Capacités sur l'Intégrité de l'Eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (WI MENA) est mis en œuvre par la Facilité pour la Gouvernance de l'Eau du PNUD au SIWI (WGF) en collaboration avec des partenaires régionaux et locaux. L'objectif général du Programme est d'améliorer la capacité au sein de multiples groupes d'intervenants à différents niveaux de gouvernance afin d'améliorer les pratiques de transparence et de redevabilité dans la gestion des ressources en eau dans la région MENA. Le Programme est mis en place en Jordanie, au Liban, au Maroc, en Palestine et en Tunisie. Il a pour objectifs spécifiques:

- **Accroître le dialogue et le plaidoyer au niveau régional** sur la façon dont l'intégrité, la transparence, la redevabilité et la corruption peuvent être abordées dans la gestion des ressources en eau grâce à l'engagement de 100 anciens élèves et en s'appuyant sur les expériences au niveau du bassin et aux niveaux national et local pour affiner et tester de nouvelles approches appropriées.
- **Sensibiliser et favoriser un dialogue politique de haut niveau** sur l'intégrité de l'eau au niveau intergouvernemental avec la participation de 60 fonctionnaires de haut niveau.
- **Faire progresser la connaissance de 100 fonctionnaires de l'eau au niveau national** sur les outils pour améliorer les flux d'information et les canaux de communication entre les décideurs aux différents niveaux de gouvernance.
- **Améliorer la capacité de 200 gestionnaires de l'eau de niveau intermédiaire et d'autres professionnels** au niveau opérationnel afin d'assurer l'intégrité de leurs organisations en favorisant les bonnes pratiques et en contribuant aux mécanismes de suivi.
- **Améliorer la capacité de 200 leaders et acteurs de la société civile** au niveau local, tels que les organisations d'agriculteurs et d'autres utilisateurs de l'eau afin d'exiger la transparence, la participation et la redevabilité dans la gestion des ressources en eau et des services par divers moyens y compris l'accès à l'information, l'analyse et le plaidoyer .

Le programme poursuit une approche de coopération régionale en matière de gouvernance et d'intégrité de l'eau dans les pays du Projet et vise les décideurs de haut niveau, les gestionnaires de l'eau à mi-niveau, ainsi que les acteurs de la société civile. Le Programme considère les spécificités régionales et les contraintes des ressources. Il crée la capacité institutionnelle nécessaire pour accroître la confiance dans les structures de gouvernance de l'eau qui restent fragiles et en transformation.

Des informations supplémentaires et des documents sont disponibles sur ce lien:

<http://watergovernance.org/programmes/water-integrity/water-integrity-capacity-building-programme-in-mena/>

Mécanisme de Soutien de la Gestion Intégrée de l'eau à l'Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)

Un projet régional financé par l'UE

Les problèmes environnementaux de la Méditerranée sont nombreux, complexes et interconnectés. Le développement côtier incontrôlé, la croissance démographique, le tourisme croissant, la perte de biodiversité et la pollution de l'environnement découlent de ce qui précède et de la mauvaise gestion des déchets municipaux, des eaux usées urbaines et des émissions industrielles, y compris leurs pressions respectives sur les caractéristiques quantitatives et qualitatives des ressources en eaux de surface et souterraines se terminant en Méditerranée, constituent des pressions majeures sur son environnement marin et côtier. Leur impact est particulièrement reflété dans l'interface terre-mer, la zone côtière. En outre, les crises économiques et sociales et les flux élevés de réfugiés, combinés à la variabilité et au changement climatique, ont rendu plus difficile la résolution des problèmes accumulés. Des efforts renouvelés pour relever les défis sont réalisés conjointement par les pays méditerranéens et l'Union Européenne dans le cadre du projet SWIM-H2020 SM (Gestion Intégrée Durable des Ressources en Eau et le Mécanisme de Soutien à l'Horizon 2020 2016-2019).

Le projet SWIM-H2020 SM, financé par l'Union européenne, vise à contribuer à réduire la pollution marine et à utiliser durablement les ressources en eau limitées dans la région méditerranéenne en mettant l'accent sur les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie et Tunisie). Le projet est la continuité et la fusion de deux contrats de services précédents réussis financés par l'UE, le Programme de renforcement des capacités Horizon 2020/ Programme de l'Environnement Méditerranéen (H2020 CB / MEP) (2009-2014) et le Mécanisme de Soutien à la Gestion Intégrée Durable de l'Eau (SWIM SM) (2010 -2015).

Il vise à :

Fournir une assistance technique adaptée et ciblée au niveau national sur la base des demandes des partenaires à travers une facilité d'experts; Organiser des séminaires et des webinaires régionaux (ou sous-régionaux); Conduire des cours de formation sur place et des visites d'étude; Mettre en valeur les leçons apprises, les bonnes pratiques et les réussites; Soutenir le mécanisme de gouvernance de l'Initiative Horizon 2020 et le travail du Groupe d'experts sur l'eau de l'Union pour la Méditerranée.

Afin d'atteindre:

- Des changements positifs dans la conception et la mise en œuvre des cadres institutionnels, politiques et réglementaires nationaux pertinents;
- Amélioration de la capacité des pays partenaires à promouvoir les investissements et les opportunités commerciales pour une gestion adéquate des déchets municipaux, des émissions industrielles et des eaux usées;
- Facilitation de l'accès au financement pour les projets d'investissement durable sélectionnés;
- Renforcement de la cohérence régionale et de la coopération dans les approches de prévention et de contrôle de la pollution marine et de la gestion durable de l'eau;
- Identifier, tester et partager les meilleures pratiques et les réussites;
- Utilisation des résultats de la recherche dans l'élaboration des politiques - renforcement des pratiques plus durables.

Des informations supplémentaires et des documents sont disponibles sur ce lien :

www.swim-h2020.eu

Consortium de mise en œuvre:

LDK Consultants Engineers and Planners S.A. Greece (the lead company), Arab Countries Utilities Association (ACWUA). Jordan, Arab Network for Environment and Development (RAED). Egypt, Association of Cities & Regions for Recycling and Sustainable Resource Management (ACR+). Belgium, Catalan Waste Agency (hosting institution of Regional Activity Centre for Sustainable Consumption and Production (SCP/RAC)). Spain, EEIG UT-SEMIDE. France, GLOBE ONE LTD. Greece, Haskoning DHV Nederland B.V. Netherlands, LDK Consultants Europe S.A. Belgium, Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO-ECSDE). Greece, Milieu Ltd. Belgium, National and Kapodistrian University of Athens. Greece, Umweltbundesamt GmBH. Austria, WS Atkins International Ltd. United Kingdom